

Déterminisme social et intelligence artificielle

Guillermo KOZLOWSKI

Le déterminisme social est un concept assez encombré de définitions peu satisfaisantes, d'images, d'opinions, de ressentis, de résultats d'enquêtes sociologiques plus ou moins pertinentes... et c'est peut-être ce qui en fait l'intérêt ici. C'est un concept flou mais, du point de vue de l'éducation populaire, dont le travail est notamment de se confronter à ces connaissances diffuses, il est un point de départ, une problématique pertinente. C'est à partir de cette problématique que nous tenterons d'appréhender les changements produits par l'intelligence artificielle lorsqu'elle s'applique au social.



Pour citer ce document : KOZLOWSKI Guillermo, « Déterminisme social et intelligence artificielle », CFS asbl, 2019.
URL : http://ep.cfsasbl.be/IMG/pdf/determinisme_social_et_intelligence_artificielle.pdf

Toutes les publications sont disponibles gratuitement sur <http://ep.cfsasbl.be> (rubrique analyses et études)
Pour contacter l'auteur : guillermo.kozlowski@cfsasbl.be
Collectif Formation Société – pôle éducation permanente – rue de la Victoire 26 – 1060 Saint-Gilles

Avec le soutien de :



Déterminisme social et intelligence artificielle

Par Guillermo KOZLOWSKI
CFS asbl

Partons de ceci : tout le monde voit à peu près qu'il y a, dans la société, certaines frontières modulables, qui déterminent que tel ou tel parcours est possible pour certains et pas pour d'autres. Par exemple, des manquements qui sont considérés comme un accident de parcours pour certains élèves, sont vus comme un symptôme nécessitant une réorientation vers l'enseignement technique pour d'autres. Autrement dit, toutes sortes de dispositifs, formels ou informels mais très profondément ancrés, déterminent, décident *a priori* (c'est-à-dire sans leur permettre d'en faire l'expérience), ce que les gens peuvent faire dans la société. La formule est en quelque sorte : *on sait déjà ce que tu dois faire, du coup, on ne te laissera pas essayer autre chose.*

Dans les sociétés libérales, la question est plus perverse, parce que le fondement même du libéralisme est de nier l'existence de telles déterminations, de postuler une égalité de chances. Là, la formule est plutôt : *on ne te laissera pas suivre cette voie parce qu'on sait que tu n'en as pas les capacités ; si tu en avais les capacités, tu y arriverais...*

Le rapport entre ces frontières internes, qui produisent le déterminisme social, et le monde numérique est ambigu. Celui-ci se présente comme étant sans limites ni frontières ; dans le monde

virtuel, tout serait possible. Les algorithmes ne pratiquent aucune discrimination : ils calculent. Ils n'ont pas non plus de préjugés, le protocole est le même pour tous les usagers. Ces algorithmes, qu'on nomme souvent « intelligence artificielle », fonctionnent comme une machine à déterminer : guider, suggérer, sélectionner, trier ce qui vous convient, suivant vos « centres d'intérêt », vos compétences, vos performances. La nouveauté est qu'ils le font de manière objective, car la machine n'a pas de subjectivité. La promesse est en quelque sorte de réaliser le programme libéral, la seule limite de chacun serait ce dont il est capable. Il faut d'ailleurs préciser que ce mode de fonctionnement n'est pas limité simplement aux réseaux sociaux, il se déploie dans le quotidien de tout un chacun : le travail, l'évaluation du travail, le recrutement, mais aussi l'éducation, la médecine, les assurances, les services sociaux, la santé, la recommandation et la production culturelle, les transports... Si c'est un algorithme qui décide l'octroi d'un prêt bancaire, l'inscription dans une filière universitaire prestigieuse, le recrutement d'un travailleur, le contrôle d'une personne dans un aéroport, l'octroi d'un subside, l'évaluation de l'action d'une ONG, etc., on entre finalement dans le monde rêvé par le libéralisme.

Maintenant que le contexte un peu vague et très large de la problématique est présenté, il faudrait

tenter d'avancer. Non pas spéculer si les algorithmes sont un bien ou un mal – la question ne se pose pas, ils sont là de toute manière – mais prendre en compte le fait que la question ne relève plus de la science-fiction, c'est notre quotidien, et détecter des prises qu'il est possible d'avoir dessus.

1. L'humain dans tout cela ?

Parmi les prises possibles pour comprendre et agir sur les changements produits par l'intelligence artificielle lorsqu'elle s'applique au social, la demande de mettre l'humain en avant est la plus courante. Sans que ce que l'on entend par « humain » ne soit très clair. En quelque sorte, l'humain serait ce qui est gentil et compréhensif ; la machine, ce qui est efficace et implacable. La machine apporterait, d'une certaine manière, la réalité brute, sans fioriture, sans petits arrangements, sans subjectivité. Les choses sont pourtant un peu plus complexes.

Un exemple presque sibyllin

Prenons un exemple actuel sans grande importance. Il n'a, en lui-même, rien de tragique mais ce qui nous intéresse ici, c'est le fonctionnement qu'il met en évidence. La société Uber, qui loue des vélos électriques dans Bruxelles, a décidé de restreindre le périmètre d'utilisation de ses vélos. Le journal *Le Soir* résume ainsi la question : « Agressions, vandalisme, insécurité... : Uber retire ses vélos Jump de quatre communes bruxelloises »¹. Désormais, Uber n'autorise plus le stationnement de ses vélos dans les communes d'Anderlecht, Koekelberg, Molenbeek et Laeken. Ces vélos sont connectés, reliés à un GPS ; les données arrivent en temps réel, se placent sur une carte de la ville numérisée ; des points rouges s'accumulent ici ou là, des vélos en panne (signalés par des utilisateurs ou des travailleurs, peut-être par l'ordinateur qui détecte un « comportement » étrange du vélo) : la réalité se matérialise sur l'écran ! Difficile de dire si, dans les faits, tout

est aussi automatique ou si l'informatique sert de justification *ad hoc* – probablement un compromis entre ces deux hypothèses. Quoi qu'il en soit, elle légitime et, surtout, permet l'application d'une réponse facile : le logiciel intègre cette restriction du périmètre et désormais, si l'utilisateur laisse le vélo dans l'une de ces zones, il paie une majoration de 35 euros. La société Felyx, qui loue des scooters selon le même principe que les vélos Uber, pratique une politique similaire pour la zone de l'Atomium et Laeken².

Dans un sens, rien de nouveau sous le soleil : qu'il y ait une frontière entre ces quartiers et les autres n'est un secret pour personne. En même temps, la manière de réactualiser cette frontière, le mode d'existence du déterminisme social qu'elle produit, changent un peu.

Il y a tout d'abord la facilité à façonner une carte, à ajuster des frontières modulables sans aucun effort, sans coût, éventuellement avec une grande minutie et sans préjugés (tout le processus se réalise sur la base de données anonymes).

En principe, il n'est pas question de viser tel ou tel quartier, il y a simplement des données liées à un usage particulier. On peut d'ailleurs noter que les zones d'exclusion des deux entreprises sont un peu différentes. Et, évidemment, rien n'empêche de les modifier à volonté. Par exemple, il serait facile pour Uber de constater que nombre de « bons profils » – des profils rentables – se déplacent dans ces zones aujourd'hui bannies, et de changer le périmètre autorisé en conséquence. En effet, leurs clients, que ce soit de leur système de location de vélos, de voitures avec chauffeur ou celui de livraison de repas, sont profilés et tracés. Ainsi, non seulement il y a une évaluation en temps réel, mais ces évaluations peuvent aussi entraîner des changements opérationnels, également en temps réel. La seule limitation serait un manque d'information « brute » car, pour que tout cela fonctionne, il faut alimenter massivement la base de données.

¹ *Le Soir*, 4/09/2019, article mis en ligne à 17 h 18.

² « La sécurité de nos clients mise en péril' : les scooters Felyx retirés de plusieurs zones à Bruxelles », *Le Soir*, 4/09/2019, article mis en ligne à 23 h 44. Il n'est pas sans intérêt de remarquer la réactivité de cette entreprise, mais aussi celle du média qui véhicule l'information.

Il y a un mode de savoir nouveau à l'œuvre. Il ne s'agit pas d'un préjugé sur les habitants de Laeken, ni du savoir complexe d'un habitant de cette partie de Bruxelles sur son lieu de résidence ; ce n'est pas non plus le résultat d'une enquête sociologique sur la structure socio-économique du quartier. Ce nouveau mode de savoir était impossible sans l'intervention du numérique. Il est bâti sur la possibilité de connaître l'ensemble des trajets des vélos ou des scooters, l'ensemble des détériorations, l'effet des modifications du périmètre des déplacements autorisés, la quantité d'usagers se déplaçant dans ces quartiers, l'importance économique de ces usagers pour l'entreprise, les profils des usagers concernés par les modifications à partir de toute une série de données. Il faut insister sur le fait que cette connaissance est jugée possible, ce qui n'implique pas que, dans les faits, on ait la capacité ou la volonté de la produire dans son ensemble... On ne sait pas très bien ce qui est en arrière fond, on sait qu'une très grande quantité de données peut être intégrée, et que le résultat est un *output* clair, quasiment en temps réel. On voit quelque chose qu'il était impossible de concevoir auparavant, la possibilité de traitement d'une masse énorme d'informations. À tel point que, comme le souligne la philosophe Antoinette Rouvroy, ce savoir nous apparaît comme étant enfin un accès à la réalité elle-même. Non pas un regard sur le social, mais le social lui-même, auquel on peut poser les questions que l'on veut, et surtout, sur lequel il est possible d'agir en dépassant toute sa complexité : l'ensemble des éléments, toutes les interactions possibles et la maîtrise de cela. La promesse est alléchante...

L'absence de vélos Uber dans son quartier est probablement une chance pour les piétons, particulièrement s'ils se déplacent avec des fauteuils roulants ou des poussettes. Rien ne prouve par ailleurs qu'il ne s'agisse pas simplement d'un choix commercial, la location étant trop chère pour des gens de milieux populaires. Ou, simplement, une conséquence du fait que, dans les milieux populaires, on ne laisse pas envahir les trottoirs de son quartier par une entreprise sans réagir. Néanmoins, cet exemple montre bien la capacité du monde numérique à dessiner des frontières, à les

rendre opérationnelles dans le monde réel, et à justifier cette démarche comme naturelle. Ce savoir produit va par ailleurs se disséminer ; il justifie toute une série d'articles qui, sans aucune vérification supplémentaire, dressent une carte du « vandalisme », des « agressions », de « l'insécurité »...

Ce type de savoir sur une ville est de fait loin d'être sybillin, dans des villes comme Toronto par exemple³, l'omniprésence de Google permet à cette entreprise de récolter des données des habitants, et des commerçants. De guider à travers ses fonctions de GPS les habitants vers des endroits « intéressants » pour eux, d'amener des clients aux commerçants, et de vendre à la ville des données qu'elle n'a pas. Des données qui servent ensuite à réaménager la ville... suivant ces critères. Déjà les suggestions de google sont de nature à favoriser « l'entre-soi », mais ensuite il est question d'aménager la ville pour renforcer cela...

Un exemple réellement problématique

Prenons un autre exemple, présenté par Antoinette Rouvroy lors d'une conférence récente⁴. Elle imagine une entreprise qui, par souci d'objectivité, veut confier la gestion de son personnel, notamment les avancements, à un algorithme. Voulant éviter tout biais lié aux éventuels préjugés, notamment sexistes, des membres de sa direction, il est décidé de collecter toutes sortes de données (anonymisées), de faire des corrélations et d'établir des profils objectifs de cadres efficaces. Ainsi, lors des recrutements, il suffira de traiter automatiquement des profils anonymes, et choisir celui qui s'approche du profil déjà évalué comme particulièrement efficace. Pour beaucoup, le détermi-

³Espace public : Google a les moyens de tout gâcher — et pas qu'à Toronto. <https://medium.com/@vvrainment/https-medium-com-vvrainment-espace-public-google-a-les-moyens-de-tout-gacher-2ab92ac11df4>

⁴« Gouvernamentalité algorithmique et image(s) de la pensée : réflexions à propos des conditions de possibilité de l'imagination à l'ère des Big Data », dans le cadre du cycle : « Pour un numérique humain et critique » qui s'est tenu à Point Culture en 2016. La conférence est disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=VHtyGxVuhN4>.

nisme social résulte de l'ignorance et des préjugés, ils affirment donc qu'il disparaîtra face à cette connaissance qui se présente comme étant totale et non biaisée.

Or, comme le souligne Rouvroy, dans ce processus, on a évacué l'intervention humaine mais le profil établi reste le « reflet passif de l'état de la société ». Si cette société discriminait les femmes, les profils de femmes seront de fait évalués comme moins efficaces.

Pour que les données soient objectives, il faut les décontextualiser or, une fois que l'on décontextualise, on perpétue les inégalités qui étaient propres à ce système. Non seulement, on les reproduit, mais on les rend invisibles. « On transforme un état de fait en un état de droit ». Ce qui justifie la conclusion de Rouvroy : « il y a une diminution des discriminations directes, mais une augmentation de discriminations indirectes, des discriminations beaucoup plus difficiles à prouver ».

Dans ce cas-ci, les profils de femmes seront évalués comme les autres, mais jugés moins efficaces par la suite. Par exemple, une femme qui prend deux congés de maternité en six ans est objectivement moins efficace. Cette objectivité est évidemment très relative. Objectivement, la reproduction de l'espèce peut être envisagée comme utile à l'ensemble de la collectivité ; objectivement, on peut changer la manière de s'occuper des nouveaux-nés et la rendre plus égalitaire, etc. Mais une fois que l'on rentre dans un *process* algorithmique, il est difficile d'identifier les problèmes, ils sont décontextualisés, dissous dans toutes sortes de corrélations. Les inégalités du passé n'ont pas disparu, ce qui disparaît, c'est le lien qui permet de les placer dans une histoire, de retrouver la manière dont elles se sont imposées, et les résistances qu'elles ont suscitées. Évacuer l'interrogation sur les causes finit par naturaliser le résultat.

Les algorithmes calculent à partir de ce qu'on appelle des données brutes. Une donnée brute est une donnée absolument décontextualisée. Or, lorsqu'ils recontextualisent, lorsque toutes ces données brutes traitées d'une certaine manière

fournissent un résultat, c'est Georges ou Louis qui ont le profil. La présentation est objective : une liste, avec les profils qui obtiennent un score plus important au-dessus, éventuellement des scores relatifs à différentes compétences. Il y a une reproduction des effets, et une invisibilisation des causes.

Au XIX^e siècle, les habitants des quartiers populaires étaient vus comme des « classes dangereuses ». On comprend assez facilement pour qui elles étaient dangereuses et pourquoi elles l'étaient. Pour l'algorithme d'Uber, il y a simplement trop de bruit informatique dans certains endroits. Ce n'est pas tout à fait la même chose mais ce qui change n'est pas l'humain, dans le sens d'une certaine « gentillesse », d'une compréhension ou d'un dialogue.

Il n'y a pas un monde humain, gentil, raisonnable, qui va disparaître au profit de machines froides. Les inégalités que la machine reproduit et naturalise étaient déjà là. Le discours vague et apocalyptique autour de la disparition de l'humain masque finalement une question beaucoup plus urgente : la manière concrète dont l'irruption du numérique affecte la vie des uns et des autres. Dans ce monde de données brutes organisées par des algorithmes, le déterminisme social se perpétue parce que le *process* des données brutes intègre et rend naturelles et opérationnelles, les frontières internes d'une société. Mais il y a un deuxième niveau où la question du déterminisme se pose, cette fois-ci non plus au niveau des contenus qu'il absorbe et diffuse, mais dans sa propre structure.

2. L'organisation du monde

L'intelligence artificielle dans le sens fort de l'expression, un ordinateur capable de penser, est pour le moment un simple slogan, à moins que ce ne soit, entre autres choses, le nom donné à une nouvelle organisation du travail. « Le fantasme d'une automation complète, entretenu par les concepteurs de technologies numériques, a besoin du travail des utilisateurs-travailleurs pour combler l'écart entre une réalité faite de solutions in-

formatiques immanquablement moins performantes que prévu et la promesse constamment rapportée, de l'avènement de machines capables de simuler la cognition humaine »⁵. En attendant les robots, ce sont des myriades de travailleurs précaires qui permettent à ce qu'on appelle l'intelligence artificielle de fonctionner.

Dans son livre, Casilli fournit une classification et une analyse critique des différents modes de travail humain indispensables pour la production d'intelligence artificielle. Il parle d'une masse très importante de travail, dont une grande partie n'est même pas perçue comme étant du travail.

La première strate de ce mille-feuille est constituée par les suggestions, les avis, les critiques, présentes dans tous les sites d'achat en ligne, produits directement par les utilisateurs. Quelqu'un achète un lave-linge et donne un avis. Ou alors indirectement, l'algorithme repère que les clients qui ont acheté des livres de Y achètent aussi des livres de X et n'achètent pas ceux de Z...

Il y a une deuxième strate, constituée par les travailleurs dont le travail est directement *managé* par des algorithmes. Coursiers à vélo et chauffeurs sont parmi les plus connus mais toutes sortes d'applications mettent à disposition des traducteurs ou des modérateurs de réseaux selon le même principe.

Il y a enfin ceux dont le métier est directement lié à la production des données brutes, ceux que Casilli appelle les « tâcherons du clic ». Différentes plateformes organisent l'emploi d'une foule d'internautes dont le travail est constitué de micro-tâches indispensables pour le fonctionnement ou « l'apprentissage » des machines. Toutes sortes de tâches d'encodage, de vérification de la reconnaissance optique ou auditive, etc. payées à l'unité, parfois quelques fractions de centime.

Travailler avec ce genre de savoirs implique une certaine organisation qui se retrouve non seulement dans les consignes, mais aussi dans la ma-

⁵CASILLI, Antonio. *En attendant les robots*, Seuil, 2019, p. 294.

nière de déterminer les profils. En quelque sorte, l'intelligence artificielle a besoin d'un grand abrutissement « naturel ». Si l'intelligence artificielle n'existe que partiellement, ce qui existe massivement est un devenir robot des travailleurs.

On retrouve alors la question du déterminisme : il faut une division sévère entre les « créatifs » et la masse de travailleurs, transformée en d'agrégats de données brutes qui réalisent des tâches non intelligentes pour que ça fonctionne. L'algorithme qui opère un profilage décide non seulement de ce que l'on peut faire, mais détermine aussi qui on est et ce qu'on est en droit de faire à partir du profil attribué. Il devient indispensable que certains (beaucoup...) réalisent des tâches stupides, sous-payées, dont ils ne sauront même pas quel est l'objectif final.

Casilli donne l'exemple d'une travailleuse payée à la tâche pour repérer des tomates dans des photos qu'on lui fournit. On finira par apprendre (elle l'ignorait) que l'objectif est de nourrir en données brutes une application censée calculer le nombre de calories d'un plat à partir d'une photo.

L'exemple est particulièrement intéressant parce que l'algorithme est le lien entre des gens qui sont dépouillés de tout savoir. Des usagers qui ne savent pas manger sans demander l'avis de la machine ; une entreprise d'intelligence artificielle qui ne sait pas produire d'intelligence artificielle et ne peut faire semblant que grâce à la machine ; et un travailleur qui ne sait pas ce qu'il fait, qui obéit à la machine lui aussi. Ceux qui font appel à l'application croient qu'ils savent ce qu'ils mangent, les fabricants d'applications se présentent comme des experts créatifs et innovants, et on explique aux travailleurs qu'avec ce système, ils sont eux-mêmes leurs propres patrons, ils travaillent à leur manière. Ils sont pourtant tous déterminés dans leurs démarches par leur ignorance.

Il est évident que, dans cette division du travail, le déterminisme social n'est pas près de disparaître. Il peut certes avoir des exceptions, mais *grosso modo*, on voit bien qui sera coursier à vélo et qui sera le jeune manager branché qui dirige la boîte. Un peu de la même manière que les tests de QI,

les algorithmes favorisent le mode de savoir pro– pice à créer des algorithmes, et dévalorisent le reste.

La structure même de ce monde, des gens qui ignorent comment vivre, dont le rapport au monde est pensé par un savoir externe, indépendant de leur expérience, est la forme la plus extrême de déterminisme.

3. La digitalisation du travail social

Dans le secteur du travail social, qui en principe a pour mission de lutter contre le déterminisme, il est aussi question de toutes sortes de dispositifs de gestion numérique.

Ces dispositifs sont généralement présentés comme une manière d’alléger les coûts et de rendre plus efficace l’aide sociale. Souvent, ils sont même présentés comme la seule voie pour la survie du secteur. C’est ce que signalait le rapporteur à l’extrême pauvreté de l’ONU, Philip Alston, dans une communication récente à propos de l’implé– mentation d’algorithmes dans les services sociaux, réalisée à partir de 60 travaux concernant 34 pays différents⁶. Alston ajoutait que la décision cruciale de digitalisation de l’aide sociale se met en place sans beaucoup de discussions. Il n’y a pas de dé– bat véritable, ni au niveau des populations, ni de la représentation politique, ni même des gouverne– ments qui l’ont implémentée. Il explique que sou– vent, la décision se prend sans qu’il n’y ait même une raison, simplement à partir de l’idée que « ce sera bien nécessaire un jour, alors autant prendre de l’avance. »⁷

Pourtant, ces changements ne sont pas anodins. Selon Alston, en Angleterre par exemple, 22 % des individus ont de sérieux problèmes ou sont inca– pables d’avoir une utilisation basique des outils digitaux. En Inde, l’ensemble de l’aide sociale n’est accessible qu’à travers une carte contenant les données biométriques de l’utilisateur. Beaucoup

de gens ne sont jamais parvenus à en avoir une, et le moindre dysfonctionnement de la carte plonge souvent l’utilisateur dans des situations inextri– cables. Cette démarche a pourtant reçu des prix de la Banque mondiale et sert de modèle à suivre. Aux États–Unis, le calcul des allocations accor– dées est souvent contesté automatiquement, par– fois pour des sommes versées il y a dix ou vingt ans, à des personnes en grande difficulté. Le résultat est partout le même : de plus en plus de personnes renoncent à leurs droits, incapables de répondre aux sollicitations des machines ou ef– frayés à l’idée de devoir rembourser des sommes que les algorithmes peuvent réclamer automati– quement.

Le déterminisme social est ainsi renforcé. Mais ce n’est qu’une partie du problème, l’autre résidant dans le fait que les bénéficiaires deviennent une sorte de nuage de données assemblé par un algo– rithme. Étrange séquence où l’on demande à des gens de s’autonomiser – l’ensemble de l’aide so– ciale ayant pris ceci comme mot d’ordre – tout en étant géré sur base du profilage.

Par exemple, un système mis en place dans la ville anglaise de Bristol⁸ par les autorités, en partenariat avec IBM, calcule chez un quart de sa population des scores censés indiquer la propension aux comportements anti–sociaux, à commettre des abus sur des mineurs ou le risque de maladie mentale, entre autres. La machine est censée pré– dire aussi quels enfants de 11–12 ans seront « NEET », *not in employment, education or trai– ning*. Ces calculs sont produits à partir de données venant de la police, de services de l’emploi ou de santé...

Comme c’est probablement le cas dans l’en– semble des applications sociales de procédés d’intelligence artificielle, ici aussi, il faut remarquer qu’il n’y a, dans un sens, rien de bien nouveau. Rendre les démarches pénibles, compliquées, multiplier les sollicitations, c’est fabriquer autant de motifs de radiation et donc, alléger d’autant le budget des services sociaux. Ces recettes d’aus– térité sont de la cuisine traditionnelle. Automatiser permet de réduire le personnel, en tout cas de ré–

⁶« Report of the Special rapporteur on extreme poverty and human rights », daté du 11 octobre 2019. Disponible à l’adresse suivante : https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_74_48037_AdvanceUneditedVersion.docx

⁷Paragraphe 65 du rapport.

⁸Robert Booth « How Bristol assesses citizens’ risk of harm – using an algorithm », *The Guardian*, 15 octobre 2019.

duire la part du personnel qui a accès au sens de ce qui est fait. Ce n'est pas nouveau non plus.

Pourtant il y a ici aussi un changement, le même que nous avons déjà observé. D'une part, la puissance et le confort du système décuplent son emprise. D'autre part, il se dérobe assez habilement à la critique et, plus largement, se met de plus en plus hors de portée.

Il est en effet impossible d'évaluer les prévisions produites par IBM à Bristol. Il faudrait attendre 30 ou 40 ans pour affirmer que cette personne, qui a 12 ans aujourd'hui, ne gardera jamais un emploi stable. La prévision est d'autant plus invraisemblable que personne ne sait ce que sera le marché du travail dans 20, 30 ou 40 ans. Ces modélisations sont faites « toutes conditions étant égales par ailleurs »...

De plus, elles ne fonctionnent qu'à partir de corrélations et n'ont aucune position quant à d'éventuelles causes. On peut argumenter à propos d'une causalité, montrer qu'elle n'est pas pertinente, mais comment contester une simple corrélation entre deux éléments ? De plus en plus, on fabrique des sortes de boîtes noires qui produisent des résultats. Avec la conviction fortement mystique que c'est le réel lui-même qui propose ces résultats. Si c'est à partir de cela que travaillent les services sociaux, ils ne peuvent que renforcer le déterminisme social.

Des systèmes aussi intégrés que celui de Bristol sont rares pour le moment, mais tous les pré-requis sont là. Au-delà de l'aspect spectaculaire de Bristol, c'est l'adoption de ces logiques qui est inquiétante. L'une des promesses centrales de la digitalisation est de maîtriser l'avenir, de le rendre prédictible à partir d'une modélisation du monde, c'est-à-dire, de savoir ce que chacun peut faire ou pas et de naturaliser ce savoir. Dans tout ce mouvement, les discriminations ne disparaissent pas. La division du travail entre ceux qui produisent les algorithmes et ceux qui sont produits par eux renforce le déterminisme social. Pour finir, l'utilisation des algorithmes dans le travail social multiplie ces effets.